



## Homophobie : «L'école envoie des messages paradoxaux»

Pour la sociologue Gabrielle Richard, les comportements homophobes sont d'une certaine manière «cautionnés» par l'institution, mal formée et trop hétéronormée. par Cécile Bourgneuf

L'homophobie est «un des volets graves du harcèlement [scolaire]», a admis le ministre de l'Education nationale ce jeudi matin sur France Inter. Pour lutter contre le phénomène, Pap Ndiaye a indiqué la veille, dans le magazine Têtu, vouloir franchir «une étape décisive» sur l'homophobie à l'école après la mort du jeune Lucas début janvier à Golbey (Vosges). Sa mère estime que le harcèlement qu'il subissait au collège en raison de son homosexualité a été «l'élément déclencheur» de son suicide.

Pap Ndiaye a annoncé une campagne «forte» de sensibilisation axée sur l'accueil des élèves LGBT + qui se tiendra le 17 mai, lors de la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Le ministre a aussi confirmé sa volonté de voir généraliser les observatoires de prévention et de lutte contre les LGBTphobies dans toutes les académies du pays. Mais, selon la sociologue Gabrielle Richard, chercheuse associée à l'université de Paris-Est Créteil, la source du problème reste mal identifiée.

Le ministre l'a indiqué lui-même : à l'école, les homosexuels et les lesbiennes ont quatre fois plus de risques de faire une tentative de suicide, quand c'est onze fois plus pour les jeunes transgenres. Est-ce qu'une grande campagne de communication sur l'accueil des élèves LGBT + vous paraît à la hauteur du problème ?

On a une prise de parole forte du ministre sur ce sujet qu'on n'entendait pas avec autant de conviction de la part de ses prédécesseurs. C'est bien d'avoir des affiches et de la visibilité en milieu scolaire, mais ce n'est pas cela qui aura un impact réel sur les perceptions que les élèves ou les adultes qui les entourent vont entretenir au sujet des personnes LGBTQ. C'est un sparadrap sur une blessure pour se donner l'impression d'agir, mais sans guérir cette blessure parce qu'on n'a pas compris ce qui était pleinement en jeu.

C'est-à-dire ?

Il ne s'agit pas que de violences homophobes ou transphobes entre jeunes. Si ces comportements reviennent, c'est parce qu'ils sont d'une certaine manière cautionnés par l'institution scolaire. Les élèves apprennent à l'école que l'hétérosexualité est ce qui est convenable, légitime et attendu de tout le monde. Le corollaire de tout cela, c'est que l'homosexualité n'est pas souhaitable d'une manière ou d'une autre. On est dans une culture scolaire qui envoie des messages très forts, légitimant l'hétérosexualité au détriment d'autres potentielles orientations sexuelles. Les vestiaires et les toilettes par exemple sont des espaces genrés où on sépare les corps des garçons et des filles. Ce sont des espaces construits sur la présomption d'hétérosexualité parce qu'on se dit que les garçons vont être attirés par les filles donc on les sépare sans jamais considérer les élèves qui ne seraient pas hétérosexuels et qui peuvent aussi avoir ces attirances. Comme s'ils n'existaient pas. Il y a aussi un silence sur ces questions qui ne sont pas abordées en cours.

Parce que les professeurs restent globalement mal à l'aise avec ces sujets ?

Oui, les données dont on dispose montrent qu'ils les évitent parce qu'il y a un manque de formation criant. Le personnel scolaire a besoin d'acquérir un certain nombre de notions, notamment autour des questions sur la transidentité. C'est ce qui explique que même le ministre se trompe en parlant de «transsexuels», terme qui évoque la maladie



mentale, au lieu de «trans» ou «transgenre». En formation initiale, il arrive qu'on évoque les questions LGBT dans le cadre de formations complémentaires, donc non obligatoires, sur les questions d'égalité de genre mais ce n'est pas systématique. En formation continue, l'offre est plus présente aujourd'hui, mais ces formations se font encore sur la base du volontariat donc celles et ceux qui s'y inscrivent sont un minimum informés sur le sujet et on passe donc à côté des autres. Il faut donc une formation obligatoire parce que les professeurs ne se sentent pas outillés pour parler de ces sujets aujourd'hui.

Ces sujets pourraient par ailleurs être abordés en cours d'éducation sexuelle mais s'ils sont obligatoires depuis 2001, ils restent quasi inexistantes...

Oui, sans compter qu'on a des recherches qui montrent que, même lors de ces séances, on ne parle pas d'homosexualité ou de bisexualité. Si on n'en parle pas dans ces moments-là, on n'en parle pas évidemment dans d'autres contextes. Ce silence alimente l'idée qu'il y aurait quelque chose d'inacceptable dans le fait d'être une personne homosexuelle. Ce n'est donc pas surprenant que les jeunes s'emparent de ces termes pour se dénigrer entre eux. L'école envoie des messages paradoxaux : d'un côté, elle dit qu'il n'y a pas de place pour l'homophobie et la transphobie et, de l'autre côté, elle ne présente pas sur un pied d'égalité les différentes sexualités. Elle n'explique pas qu'il est possible de ne pas être une personne cisgenre par exemple et que c'est tout à fait légitime.

Le ministre souhaite aussi généraliser dans toutes les académies les observatoires des LGBTphobies «pour sensibiliser et former les communautés éducatives» à ces questions. C'est une bonne idée ?

Il ne s'agit pas d'une nouvelle mesure. Ces observatoires académiques des questions LGBTQ ont été lancés il y a plus de deux ans dans le cadre du plan national d'action pour l'égalité contre la haine et les discriminations. Mais il y a eu jusqu'ici très peu de suivi sur l'implantation de ces observatoires. Certains sont très dynamiques, comme dans la région d'Orléans-Tours, de Nancy-Metz, mais ce n'est pas le cas partout. Chaque académie est libre d'organiser ces observatoires comme elle l'entend. Or certaines semblent les mettre en place pour montrer qu'elles agissent sur les questions de lutte contre les LGBTphobies mais, derrière, il n'y a pas grand-chose.

